

(PNB) fabriquée, ils ont réussi à améliorer leurs résultats économiques et commerciaux, puisque leur PNB et leur revenu par habitant ont augmenté. Sans nier que la mise en oeuvre de stratégies pour régler le problème du réchauffement de la planète supposerait un certain nombre de dépenses, M. MacNeill a souligné la nécessité de faire des analyses plus approfondies à ce sujet.

M. Richels a admis qu'il y avait de nombreux éléments à prendre en compte, qui concernent non seulement la quantité d'énergie consommée, mais aussi certains facteurs structurels dans les différentes économies. Il a dit estimer que les progrès enregistrés par ces pays de l'OCDE en matière d'amélioration du rendement énergétique avaient certainement contribué à leur réussite économique, et il a admis qu'il était difficile d'extrapoler à partir de ces chiffres pour prédire l'avenir.

Dans le cadre d'un débat sur le rôle des institutions internationales dans la gestion des changements climatiques, Peter Thacher, du *World Resources Institute*, a évoqué les problèmes de quantification et d'évaluation des coûts. Il a avancé que «tout le système des comptes économiques donne des signaux économiques trompeurs dans la mesure où il est incapable de prendre en compte les facteurs externes».

M. Metz a contribué à remettre la discussion en perspective en faisant remarquer que les Américains ne semblaient pas opposés à ce que leur pays consacre 6 p. 100 du PNB à la défense ou 12 p. 100 aux soins de santé. Cette question des priorités explique la décision unilatérale prise par le gouvernement néerlandais de mettre en oeuvre une stratégie environnementale de grande envergure, dont le coût a gonflé de 20 p. 100 le budget total des dépenses supplémentaires de 1994. Les Pays-Bas dépenseraient actuellement 8 milliards de florins par an pour l'environnement (soit environ 5,33 milliards de dollars canadiens). Cette somme va doubler d'ici 1994, et quadrupler d'ici l'an 2010. Exprimé en pourcentage du PNB, le coût des programmes de protection de l'environnement devrait passer de 2 p. 100 à 2,5 ou 3 p. 100 en 1994 et à 3,5 p. 100 en 2010. M. Metz a expliqué que le taux de croissance économique prévu pour cette période masquait l'augmentation considérable des dépenses en chiffres absolus lorsque